



Du 16 au 21 octobre 2016 : l'action à la DRFiP35 Le 15 novembre 2016 : TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

À l'appel des sections syndicales CGT, Solidaires et FO de la DRFiP 35, les personnels se sont réunis en Assemblées Générales du 10 au 13 octobre 2016 et ont débattu de la situation revendicative générale et de celle des Finances publiques en particulier.

Les suppressions d'emplois massives, les postes vacants qui se comptent par dizaines, les fusions restructurations incessantes, les fermetures de services, tout ce qui constitue les « lignes directrices » de la DGFIP qui fait le choix d'une e-administration au rabais, engendrent une dégradation sans précédent des conditions de travail des agents et du service public. Les usagers, notamment les plus fragiles, sont livrés à eux-mêmes, dans le plus grand désarroi, face à des procédures numériques qui sont loin d'apporter des réponses à toutes les difficultés rencontrées. Pour preuve, l'afflux de contribuables dans les accueils, l'afflux des messages sur les boîtes structurelles, ou encore l'afflux des appels téléphoniques. Ce ne sont ni les fermetures de trésoreries, ni les fermetures des accueils tel ou tel jour, qui vont permettre aux collègues de faire face à cet afflux, qui ne sera que reporté. Ce n'est pas non plus ces dispositions qui permettront un accueil serein des usagers, qui voient les portes de leurs services publics fermer les unes après les autres (multiplication des accueils sur RDV, fermetures des bureaux de poste, des centres de Sécurité sociale etc). Le projet du prélèvement à la source ne ferait qu'aggraver ces situations, sans apporter de réponse au besoin de justice fiscale.

Face à cette situation, et dans le cadre des actions revendicatives proposées par les organisations syndicales nationales CGT, Solidaires et FO, **les agents ont décidé de s'engager dans un processus d'action collective et progressive** pour aboutir au rapport de force nécessaire pour faire reculer la direction.

Le dimanche 16 octobre 2016, la CGT finances publiques de la DRFiP 35 était en action à Cancale contre le projet de fermeture de la trésorerie. La pétition de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO a été signée par près de 200 usagers en moins de 2h sur le marché de Cancale.

Journée d'action du 17 octobre 2016 : dans le cadre de l'action unitaire CGT, Solidaires, FO de la DGFIP, journée d'action à la DRFiP35 :

- 6h du matin : blocage du CER. Des agents rassemblés à l'appel de l'intersyndicale du CER ont bloqué l'entrée pour en empêcher l'accès au camion de la Poste chargé de centaines de milliers de chèques, le jour de l'échéance de la taxe foncière...

- À Vitré le matin et toute la journée à Magenta et Redon : distribution de tracts d'information sur le prélèvement à la source et signature de pétitions pour la défense de l'accueil pour les usagers.

L'article publié dans Ouest France :

« Ce lundi, à Rennes, les agents des impôts multiplient les actions pour demander des moyens en personnel. Un préavis de grève a été déposé par l'intersyndicale (CGT, FO et Solidaires) pour le 15 novembre. Tôt ce lundi matin, les syndicats ont bloqué le centre d'encaissement des Finances publiques, à Rennes, dans le quartier de Beauregard, perturbant le fonctionnement de cette plate-forme qui encaisse les chèques des contribuables.

Ce lundi, l'intersyndicale (CGT, FO et Solidaires) est également présente devant le centre de Rennes Magenta, pour aller à la rencontre des contribuables, car c'est le jour d'échéance de la taxe foncière.

Une pétition en cours Une opération, autant pour informer que pour faire signer une pétition « contre les fermetures des accueils et le projet de ne plus recevoir que sur rendez-vous dans les centres des finances publiques. » D'après l'intersyndicale, « le prélèvement à la source, s'il est mis en œuvre, ne sera pas aussi simple et avantageux que le dit le gouvernement. Les contribuables et les personnels seront les grands perdants. »

En grève le 15 novembre Un préavis de grève a été déposé pour le 15 novembre.

« 60 emplois sont vacants en Ille-et-Vilaine, ils s'ajoutent aux 30 suppressions d'emplois décidées cette année. Cela entraîne une dégradation des conditions de travail, des conditions d'accueil du public. »

DES USAGERS FORTEMENT MOBILISÉS

Toute la journée de lundi, les agents ont diffusé aux usagers un tract précisant les dangers du projet gouvernemental de prélèvement à la source et ont fait signer une pétition contre la fermeture de l'accueil physique et téléphonique au centre des finances publiques de Rennes Magenta chaque mardi, selon le projet de la DRFIP 35 qui prévoit par la suite la mise en place d'un accueil sur RDV qui va être expérimenté prochainement à St Malo et Fougères.

Les agents ont recueilli près de 400 signatures dans la seule journée de lundi, pétitions qui seront remises au directeur à l'occasion du prochain CTL prévu le 3 novembre, avec la question de l'accueil à son ordre du jour.

Dernière minute : la direction a décidé d'« ajourner » de l'ordre du jour du CTL du 3 novembre le point modification des horaires d'ouverture de l'accueil au public à Magenta et celui de l'expérimentation de l'accueil sur rendez-vous à Saint Malo et Fougères.

Dans de nombreux autres départements, des actions se sont déroulées le 17 octobre, notamment chez nos collègues du Nord, en grève tournante depuis le 10.

Le vendredi 21 octobre 2016, des élus et des représentants du collectif citoyens de St-Méen sont venus à la DRFIP rencontrer le directeur à 14h pour lui dire leur opposition à la fermeture de leur trésorerie et lui remettre les 4000 signatures de la pétition citoyenne. À partir de 13h30, nous étions avec eux devant la direction pour rencontrer la presse (Ouest-France, France3, TV Rennes, France Bleu Armorique). Malgré cette forte mobilisation des usagers, le directeur reste droit dans ses bottes et refuse tout recul sur son projet de fermeture de la trésorerie.

La CGT Finances publiques appelle d'ores et déjà tous les agents à préparer, dans l'unité, la réussite de la grève le 15 novembre prochain pour exiger :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations ; tous les postes vacants doivent être pourvus immédiatement.
- le renforcement des moyens humains et budgétaires,
- le maintien et le renforcement des droits sociaux des agents, une réduction des écarts de rémunération par une revalorisation des régimes indemnitaires et une véritable reconnaissance de leurs qualifications et la non-mise en œuvre de PPCR et du RIFSEEP,
- l'amélioration réelle et concrète des conditions de vie au travail,
- le maintien d'une action sociale de haut niveau dans tous les domaines,
- le retrait du projet de prélèvement à la source.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 15 NOVEMBRE